

# Histoire des intellectuels en France au XXe siècle : une nouvelle approche

Autor(en): **Aguet, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **40 (1990)**

Heft 2

PDF erstellt am: **23.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-81033>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## HISTOIRE DES INTELLECTUELS EN FRANCE AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE. UNE NOUVELLE APPROCHE

Par JEAN-PIERRE AGUET

L'histoire des intellectuels, comme une des formes de l'histoire intellectuelle, est-elle en passe de se faire reconnaître et l'histoire politique, de vivre un renouvellement manifeste? On peut le penser à la lecture de l'ouvrage<sup>1</sup> de J.-F. Sirinelli, version «grand public éclairé», qui comporte l'essentiel d'une thèse de doctorat ès lettres achevée en 1985 et soutenue en 1986<sup>2</sup> et qui ne tardera pas à devenir de référence essentielle, dans la mesure où, à la fois, il restitue tout un pan de l'histoire politique des milieux intellectuels français contemporains et permet de saisir de quelle nature peuvent être la reconnaissance et le renouvellement en question. En effet, à l'origine de cette volumineuse contribution historique, l'auteur a manifesté une double intention.

D'une part, il a voulu, par une recherche empirique, développée, conduite dans un «champ» relativement délimité, mettre à l'épreuve une démarche d'enquête susceptible de permettre que l'on dépasse le stade des conclusions souvent rapides tirées de la pratique de la «photographie aérienne qui ne mettait en lumière que les anciennes routes les plus fréquentées par les clercs – leurs grands «combats» – les sites denses en engagement – ... et les édifices en ruines laissés par certaines générations intellectuelles», pour aboutir, dans la mesure du possible, en fonction d'une «analyse patiente et minutieuse du terrain», à une meilleure connaissance de ce que furent et firent des intellectuels «en situation» et particulièrement de ce qu'ont pu être, et devenir, et leurs visions du monde et la nature de leurs interventions politiques. D'où, pour procéder à cette sorte de travail expérimental, le choix de faire porter la recherche sur un ensemble relativement restreint, à savoir les volées d'élèves qui, dans les années 1920, internes pour la plupart, vécurent, travaillèrent une ou plusieurs années dans les khâgnes de lycées de Paris ou de province – classes préparatoires littéraires au concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Paris – et, une fois reçus, dans les turnes de cette ENS, section littéraire, pour trois ou quatre ans jusqu'au concours suivant que, outre l'acquisition de grades universitaires, ils y préparèrent: l'agrégation, pour entrer, en principe, dans la profession enseignante. «Une douzaine de classes étudiées sur une seule décennie, quelques centaines de jeunes gens de vingt ans», échantillon qu'il s'est agi d'analyser dans ses dimensions multiples et singulières pour en arriver à l'objet proprement dit de la recherche, à savoir comment s'était produit l'éveil politique de ces apprentis intellectuels et quelles en avaient été les suites «jusqu'au seuil de la quarantaine», c'est-à-dire jusqu'au-delà de la Seconde Guerre mondiale.

D'autre part, pour découvrir «l'archipel khâgneux et son île centrale, l'Ecole normale supérieure», dans ses dimensions politiques en cherchant à restituer des carrières et

1 SIRINELLI, JEAN-FRANÇOIS, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*. Paris, Fayard, 1988. 722 p. ISBN 2-213-02040-x

2 *Khâgneux et normaliens des années vingt. Histoire politique d'une génération d'intellectuels (1919-1945)*. Thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris-X, 1986, XXI-2117 p. dactyl.

l'histoire de groupes d'observance politique qui s'y constituèrent, le projet requérait que fût dépassée une forme d'histoire des idées politiques traditionnelle – «histoire généalogique de la vie de l'esprit» à la façon dont la pratiquèrent en France, non sans mérite, J.-J. Chevallier et J. Touchard – pour s'orienter vers une histoire des idées politiques réincarnée, «au prix d'une réinsertion de ces idées dans leur terreau social et dans leur contexte historique». Il exigeait aussi que l'étude portât sur le pourquoi et le comment de l'éveil à la politique de nombre de ces clercs débutants, c'est-à-dire sur ce passage, toujours difficile à restituer, des idées – qui ne sont jamais, étudiées pour elles-mêmes, qu'isolées artificiellement – aux personnes «en situation» qui les ont formulées et/ou intégrées, les faisant leurs et se battant pour elles, seul ou en collectif.

On le savait déjà par divers articles et études<sup>3</sup>, on en trouve à l'évidence la confirmation dans le présent livre – et encore dans des textes publiés depuis lors<sup>4</sup>: depuis près de deux décennies, «déclenché» qu'il fut, semble-t-il, par René Rémond dont on sait le rôle dans le renouvellement de l'histoire politique française contemporaine<sup>5</sup>, J.-F. Sirinelli n'a cessé de s'interroger sur les conditions dans lesquelles, méthodologiquement parlant, peut se pratiquer une recherche en matière d'histoire politique des intellectuels, ce qu'il appelle une «traversée scientifiquement établie» en se donnant les «instruments d'investigation» adéquats, essentiellement «l'étude des itinéraires, la mise en lumière de générations et l'observation de structures de sociabilité», se combinant avec l'usage systématique de la comparaison, et en les éprouvant ici pour «mieux éclairer l'histoire politique du rameau khâgneux et normalien d'une génération intellectuelle, celle née vers 1905» avec, à l'esprit, «qu'une génération intellectuelle ne peut être reconnue comme telle par l'historien qu'après inventaire de ses éléments constitutifs... en tant que strate démographique autonome et spécifique, et donc datable».

Dès lors, l'ouvrage s'est voulu – et y réussit – «une triple contribution à l'histoire des intellectuels par l'étude d'une institution, la khâgne, par la reconstitution d'un milieu à la fois culturel et politique, celui de l'éveil des khâgneux, et par l'histoire d'une génération pacifiste confrontée aux turbulences de la montée des périls, puis aux orages du second conflit mondial». D'où une composition en trois parties, chacune d'entre elles répondant à des exigences bien précises: – exigence de «repartir de l'étude attentive des sites, de leur situation et de leur soubassement» et d'analyser l'échantillon de population choisi dans toute sa complexité: – exigence de reconstituer, dans ces cadres, les «structures de sociabilité» singulières qui s'y observent, à partir de l'étude des itinéraires croisés et recoupés, c'est-à-dire les nœuds de relations, de degrés d'institutionnalisation variables, précaires ou durables, et les «microclimats» correspondants, où jouèrent autant que les éléments culturels et intellectuels, les affinités affectives et des liens de solidarité tout humains; – exigence de légitimer le recours à la notion de génération intellectuelle quasi autonome en faisant porter l'étude sur une durée plus longue que celles des passages en khâgne et à l'ENS, c'est-à-dire sur l'histoire même de ces promotions successives d'élèves, ou au moins d'un bon nombre d'entre eux, les «politisés», jusqu'au-delà de 1945.

3 Cf. notamment J.-F. SIRINELLI, «Le hasard ou la nécessité? Une histoire en chantier: l'histoire des intellectuels», dans *Vingtième Siècle*, janvier-mars 1986, pp. 97-108; PASCAL ORY et J.-F. SIRINELLI, *Les Intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*. Paris, A. Colin, 1986, 264 p.

4 Cf. notamment J.-F. SIRINELLI, «Les intellectuels», dans *Pour une histoire politique* (sous la direction de RENÉ RÉMOND), Paris, Seuil, 1988, pp. 199-231, et «Génération et histoire politique», dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 1989, pp. 67-80.

5 Voir, à ce propos, l'ouvrage mentionné dans la note précédente où figure une importante contribution de RENÉ RÉMOND sur ce sujet: «Une Histoire présente», pp.11-32.

D'où un premier niveau de lecture, la découverte de la matière même, exceptionnellement riche, de la recherche avec sa foison de données établies et ordonnées au sens d'une démarche d'investigation érudite et rigoureuse, du souci constant de saisir, vérifier, recouper tous les éléments d'histoire retrouvés, de discuter les versions opposées, de reconstruire les termes du problème, aux fins de déterminer le connaissable du non-encore-connu sinon de l'inconnaissable en exploitant une grande diversité de sources: séries des archives publiques, papiers privés, littérature et témoignages publiés, études déjà entreprises, mais aussi «archives provoquées». L'auteur, en effet, à deux reprises (1976 et 1980), a interrogé, selon des questionnaires différemment orientés – doublés dans certains cas d'entretiens et de correspondances – avec un taux de réponses respectivement du tiers et du quart des questionnés: 293 et 190 – ceux de cette «génération de 1905» qui étaient encore vivants: ainsi, en 1973, début de la recherche, 16 élèves sur les 28 de la «grande» promotion de 1924 – celle de J.-P. Sartre, Raymond Aron, G. Canguilhem, Paul Nizan, G. Lefranc – pour n'être plus que 8 au terme de celle-ci. «Archives provoquées» utilement dans une sorte de course contre la mort, dont l'auteur reconnaît toutefois la difficulté de traitement: «au danger de la déformation provoquée par un souvenir vieux de plus de cinq décennies venait... s'ajouter le risque de mise en perspective, consciente ou inconsciente, dans l'alignement d'une vie entière», sans omettre «la question de la déformation inconsciente des témoignages» de par la lecture d'autres mémoires et témoignages déjà rendus publics.

D'où, au terme d'une première lecture-découverte de l'objet de recherche, la nécessité d'une prise de distance pour s'attacher à mieux saisir l'apport particulier de chacune des trois parties qui, si elles sont liées, se répondent entre elles (encore que le système de renvoi de l'une à l'autre ne soit pas trop au point, sauf à utiliser l'index), regroupent des résultats obtenus en fonction de modalités d'approches différenciées.

Ce qui frappe dans la première partie – «Les khâgnes et l'École normale supérieure des années 1920: une «petite République»?» – au-delà de l'historique des institutions d'enseignement en cause et de la description de la dynamique du concours qui en commande le jeu – khâgnes marquées par une compétition et le travail, acharnés, d'élèves qui sont déjà parmi les meilleurs bacheliers, souvent lauréats au Concours général, contrastant, le concours d'entrée passé, réussi, avec le climat beaucoup plus calme de l'ENS et de ses turnes – c'est le soin apporté à analyser l'ensemble de population le plus large, celui des khâgneux, puis l'ensemble restreint – une trentaine d'admissions en moyenne par promotion de 1920 à 1931 – des normaliens. De façon détaillée, chiffres et témoignages à l'appui, on découvre d'abord les profils singuliers des grandes khâgnes des lycées de Paris – Louis-le-Grand en tête, suivi d'Henri-IV, Condorcet, Lakanal – constituées dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les plus fréquentées – y compris par des candidats déracinés de leur province – et les khâgnes provinciales organisées plus tardivement.

Dans ce contexte, l'auteur met en évidence l'un des éléments les plus intéressants de sa recherche sur des itinéraires de carrières scolaires, à savoir la notion d'«éveilleur» qu'il oppose à celle de «maître». «Eveilleur», terme utilisé et par Robert Brasillach et par Julien Gracq – qui furent tous deux normaliens – pour évoquer un professeur de khâgne d'un type particulier qui les a marqués de leur propre aveu. «Eveilleurs», «ceux dont l'influence a dépassé la simple transmission d'une discipline, pour déboucher plus largement sur une influence intellectuelle avec parfois des incidences politiques s'exerçant sur des jeunes gens appelés à devenir à leur tour des intellectuels». Ainsi André Bellessort et surtout Alain, dans leurs classes respectives de Louis-le-Grand et d'Henri-IV. «Maîtres», des enseignants là aussi de khâgne, «entièrement dévoués à leur

classe», n'ayant «souvent laissé aucune œuvre personnelle», leur «empreinte» ne se perpétuant «que dans le souvenir reconnaissant de leurs élèves», non sans y avoir provoqué des vocations – ce qui fut en particulier le cas de plusieurs professeurs d'histoire.

Cependant, l'apport le plus significatif, car il s'agissait ici de vérifier un stéréotype (= ENS peuplée de fils d'instituteurs), résulte de l'étude sociologique de cette population d'élèves qui compta en effet en nombre, ceux que J.-F. Sirinelli – qui ne fut pas khâgneux – nomme «boursiers conquérants», rappelant ainsi le statut qui fut celui de la majorité des normaliens et la visée de carrière sous-jacente au parcours entre terminales de lycée et une grande école prestigieuse, on le verra, et de niveau supérieur: «prépondérance des fils de fonctionnaires – une bonne moitié de l'ensemble – importance des enfants d'enseignants – plus du tiers du total – et place non négligeable des candidats issus du milieu des maîtres d'école – entre un cinquième et un sixième des khâgneux et des normaliens», avec ce constat corollaire que l'échantillon, constitué par ceux-là, est «statistiquement peu représentatif de l'ensemble de la population active française» quant à l'origine sociale, celle-ci étant «plus modeste que celle des jeunes gens fréquentant lycées et collèges». Enfin, au plan du jeu de la mobilité sociale dans cette population appartenant donc majoritairement à la classe moyenne, on observe que l'ambition d'arriver à une khâgne, puis à l'ENS, correspond à un «profond désir de promotion sociale», notamment du milieu des instituteurs: «report des ambitions des pères sur leur descendance», «souhait de la voir embrasser à son tour la carrière de l'enseignement considérée souvent par cette génération d'instituteurs comme un véritable apostolat».

Mobilité, promotion sociale, mieux mesurables encore sur trois générations: «Si les jeunes gens issus des secteurs ouvriers et ruraux y sont rares, l'assise rurale... en remontant d'une génération constitue un socle de départ fréquent», d'où «apparemment... une réelle capillarité sociale». Donc, au plan de la constitution et de la dynamique des élites: «république de boursiers» qui aussi «république des bons élèves», organisée selon tout le jeu institutionnel et social répondant de l'«idéologie méritocratique» de la III<sup>e</sup> République – au risque de la constitution d'un mandarinat universitaire, intellectuel, khâgneux et normaliens, même s'ils sont un petit nombre, constituant un facteur de renouvellement des élites – au moins à cette époque – et non de simple reproduction. Au plan de l'ENS elle-même, à relever l'interrogation originale au moyen de la presse, de la littérature et des données objectives (combien de normaliens à l'Académie? dans la vie politique?) sur l'image qui se construit de l'ENS, institution qui fut sans doute discutée, mais se vit «peu à peu sacralisée», étant, «entre 1895 et 1919, ... passée progressivement au premier plan, dans la hiérarchie républicaine comme dans la représentation populaire».

Après ce versant qui pourrait relever d'une histoire sociale de l'éducation bien comprise, dans la deuxième partie – «Khâgneux et normaliens des années 20: une génération pacifiste?» – on passe au versant proprement d'histoire politique, tout d'abord avec un rappel historique, remontant au début du siècle, qui, très vivant, est destiné à situer le Quartier latin et ses agitations étudiantes caractéristiques, visant notamment des professeurs à raison de leurs positions intellectuelles et politiques. Quartier latin qui, dans les années 1920 «penche... incontestablement à droite», alors qu'il y a «forte présomption que les élèves de l'École normale supérieure penchent à gauche». Ce que vérifie, au moyen de l'emploi judicieux des itinéraires reconstitués, l'étude des formes de «sociabilité» qui furent instaurées en khâgne d'abord – lieu privilégié de la «coagulation» de réseaux de diverses sortes – à l'ENS ensuite: parcours d'études, mais surtout trajets d'entrée en politique qui se croisent, se recourent et



permettent de reconstituer des groupements et des micro-climats nés d'affinités, d'amitiés, de solidarités intellectuelles et/ou affectives.

Laissant de côté des «talas» (ceux qui vont-à-la messe) – «beaucoup plus une nébuleuse d'individualités et de clans divers qu'un groupe homogène et politiquement typé», pourtant penchant en majorité à droite – pour ne noter que l'importance constitutive du clivage «talas» – laïcs, J.-F. Sirinelli ne s'est attardé que peu sur les khâgneux et normaliens qui firent «un passage... le plus souvent relativement bref» à l'Action française, pour se diriger, après «l'apprentissage maurrassien» qui ne fut pas sans laisser des traces, «dans des directions très diverses et, apparemment, sans orientation privilégiée».

En revanche, l'auteur s'est étendu beaucoup plus longuement sur des groupes de gauche qui se constituèrent en khâgne pour perdurer au niveau de l'Ecole sous des formes diverses et au-delà: en effet, à côté d'une «poignée» de communistes aux deux niveaux, deux groupements s'organisèrent, qui devaient exercer une action sur des années et bien après les sorties de l'Ecole de leurs membres. L'un, socialiste, né à l'époque et dans la mouvance du Bloc des gauches dans la khâgne de Louis-le-Grand, s'organise selon les usages des partis politiques, donnant finalement, au fil d'une généalogie soigneusement reconstituée, ses dirigeants à la tendance *Révolution constructive* dans la S.F.I.O. des années 1930. L'autre se constitua tout différemment autour d'une petite revue – *Libres propos* – mais ne fut pas moins cohérent: communauté des élèves et des disciples d'Alain, alors professeur de philosophie à la khâgne d'Henri-IV et dont l'influence se fit sentir sur des khâgneux, certains devenus normaliens, qui s'ordonnèrent «en plusieurs cercles de fidélité et d'admiration soudés par une commune vision du monde», qui, elle aussi, perdura au-delà des années passées à l'Ecole.

Génération pacifiste? Une série de chapitres donnent une réponse développée – constituant un des apports importants de ce travail – nourrie de l'examen serré de nombre de textes et d'indices qui font apparaître combien furent adoptées et manifestées souvent intensément, par nombre d'élèves, des convictions pacifistes voire antimilitaristes, avec un apogée au début des années 30, l'ENS pouvant alors être considérée comme une sorte de «serre pacifiste»: à son niveau, à sa manière, «la «génération de 1905» était fille de Locarno et son pacifisme, posé – pour certains au moins de ses membres – comme un impératif catégorique, ne détonnait pas en une fin de décennie placée sous le signe de la S.D.N. et sous la tutelle d'Aristide Briand et de Gustav Stresemann».

Dernière partie – «Vingt ans après: une génération dans l'orage» –: on se situe là chronologiquement en aval de la sortie de l'Ecole au niveau des vies professionnelles, actives, avec leurs péripéties individuelles et collectives, l'accent étant mis sur celles, politiques, qui furent, à plus d'une reprise, marquées de tonalités dramatiques. En effet, J.-F. Sirinelli montre comment cette «génération pacifiste» fut durement mise à l'épreuve des années 1930 et 1940: «rarement peut-être, en à peine plus d'une décennie, une génération intellectuelle aura été orpheline d'une si grande part de ses certitudes», pour ajouter que «cette génération démographiquement ébréchée [par des pertes dues à la guerre elle-même] est à la Libération une génération dispersée». Ici, prolongeant son travail sur les itinéraires croisés et confrontés et sur les groupements socialiste et «chartériste» jusqu'à leurs termes, parfois tragiques pour les premiers, marqués d'éclatements pour les seconds, l'auteur a mis l'accent particulièrement sur des études de cas parmi les plus significatifs: si certains anciens élèves de l'ENS renoncèrent relativement vite, au contact des réalités allemandes notamment, à une option pacifiste, d'autres, par fidélité conservée à un pacifisme intégral, allèrent jusqu'à des dérives collaborationnistes, sans omettre ceux qui laissèrent leur vie dans les combats

de la guerre – 1940, Résistance, mais aussi front russe – ou le plus grand nombre qui poursuivirent des carrières d'enseignants, accédant pour nombre d'entre eux à l'enseignement supérieur jusqu'à ses niveaux les plus prestigieux, une minorité devenant hauts fonctionnaires, diplomates, gens de plume ou d'affaires. Dispersion qui fut «douloureuse» particulièrement parce «qu'elle transcende les réseaux de sociabilité tissés vingt ans plus tôt rue d'Ulm et les clivages politiques qui les sous-tendaient».

Reste une troisième manière d'appréhender l'ouvrage qui ramène au projet, à sa problématique et aux moyens d'investigation choisis: dans quelle mesure le projet a-t-il été réalisé? Les moyens en question ont-ils été opératoires? A la première question – et une lecture de l'ouvrage, en convainc – la réponse est aisée: J.-F. Sirinelli a réussi à réaliser son projet de ce qu'il appelle de «géodésie politique» – qui pourrait être repris avec les adaptations indispensables comme modèle – projet qui impliquait, à son idée, «la mise au point d'une carte des itinéraires et le repérage des lignes de plus grande pente de l'engagement des clercs», le recours à l'«archéologie, dans la mise à nu des solidarités d'origine et des phénomènes de stratification générationnelle, éclairant la géographie du milieu intellectuel à une date donnée» et à la «généalogie, avec la recherche des influences et donc des phénomènes de filiation». Au fil des pages se retrouvent en effet les résultats obtenus selon cette démarche dans une œuvre d'écriture élégante et précise, qui rend passionnante la découverte de toute une «génération» de jeunes gens et de jeunes filles, certains portant des noms devenus connus, d'autres que l'on découvre, au-delà de leurs itinéraires respectifs, liés les uns avec les autres dans des groupuscules dont l'histoire est désormais établie pour une bonne part, restituant toute leur importance dans l'entre-deux guerres.

Cependant, ce qui donne à réfléchir concernant la pratique de l'histoire intellectuelle de ce type, l'auteur ne cache pas les limites et les difficultés rencontrées dans l'usage des moyens d'investigation qu'il a entendu expérimenter sur le terrain choisi. En effet dans sa conclusion, mais aussi par des remarques dispersées dans l'œuvre, l'auteur fait pour ainsi dire rebondir sans cesse le débat et insiste sur la nécessité de multiplier des recherches de ce type en poursuivant corollairement la réflexion sur les hypothèses à poser et les méthodologies à utiliser. Si, du côté de la restitution des formes de sociabilité et des microclimats correspondants, les choses ont été relativement aisées et relevant d'un travail d'historien social qu'on pourrait dire classique, il n'en a pas été de même du côté des itinéraires. Si se trouve pleinement justifiée la nécessité pour de telles études de recourir à cette technique, au-delà de l'établissement proprement dit des jalonnements, au-delà de leur sécheresse apparente d'énoncé, se pose la question de leur lecture sinon de leur déchiffrement et des modalités de compréhension et d'interprétation de ces parcours universitaires, professionnels, politiques, vécus surtout.

S'il y avait peut-être à l'origine le projet de risquer une approche prosopographique, «en réalité, note l'auteur avec franchise, l'observation de quelques dizaines de trajectoires a démontré l'extrême diversité des situations individuelles et l'impossibilité de dégager des explications globales». En effet, s'il a été possible au-delà des itinéraires, de «localiser les champs magnétiques» qui ont, «à une période donnée, attiré en nombre les clercs», s'il est nécessaire de «s'interroger sur le statut de l'intellectuel engagé», la difficulté réside pour une grande part dans le fait que, «contrairement à l'image qu'il véhicule de lui-même, l'intellectuel n'est pas infallible»: «ni sa notoriété – le capital qu'il apporte à la cause qu'il défend – ni sa capacité d'expertise – qui est censée légitimer et même privilégier son intervention dans le débat civique – ne lui ont épargné – ou n'ont épargné à certains intellectuels, car leur nombre et leur diversité interdisent ... toute généralisation – plusieurs travers».

On se trouve donc là à une limite, car aller au-delà reviendrait à vouloir, ou devoir, dresser l'éventuel «inventaire des facteurs de faillite intellectuelle» c'est-à-dire «revendiquer l'aptitude à trancher sur le bien et le mal», travers dans lequel tombent précisément nombre d'intellectuels. Inventaire donc difficile à établir, même si, en l'état actuel de la recherche, l'on peut reconnaître certains de ces défauts: «une certaine dose de manichéisme... inévitable quand les intellectuels s'engagent dans le combat politique», mais aussi dans certains cas, une «extrême ingénuité» ou une «méconnaissance des rapports de forces», qui, s'ils ne furent pas caractéristiques des seuls intellectuels, ont cependant été susceptibles d'altérer la nature de l'engagement, notamment à ces moments de turbulence où «l'intellectuel est mobilisé sur les lignes de front éthique et politique et sommé de fournir des points de repère idéologiques».

Reste la notion de génération: le paradoxe veut que ce soit à la dernière note de la dernière page de l'ouvrage que l'on trouve une précision essentielle sur les limites de l'emploi de cette catégorie, reprise d'une observation de Raoul Girardet de 1983 selon laquelle cette notion de génération inapplicable à l'échelle de toute génération – classe d'âge, est en revanche féconde «par rapport à un groupe particulier de la communauté nationale – groupe idéologiquement et sociologiquement clairement circonscrit»<sup>6</sup>: ici le milieu intellectuel, plus particulièrement une portion de ce milieu, faible en nombre, mais rayonnante; à quoi J.-F. Sirinelli ajoute: «la coagulation d'une génération peut naître de la rencontre d'une classe d'âge et d'un événement ou d'une crise fondateurs entraînant une empreinte commune sur les sensibilités». Ceci dit, en fonction de la recherche faite, on rencontre une limite pour la définition complète de la génération – en général et pour celle de 1905 en particulier – qui ne pourra, pour une bonne part, être dépassée qu'une fois «l'analyse minutieuse du terrain» complétée au prix de nouvelles fouilles historiennes, demeurant toujours réservée cette part des mystères individuels.

Cependant, une hypothèse et un portrait provisoire permettent et de situer la génération dite de 1905 par rapport à celles qui l'ont précédée et suivie et de plaider l'originalité sinon l'autonomie de celle-ci. D'abord, une interrogation sur la possibilité que «l'étude du milieu intellectuel» se pose «en termes d'histoire cyclique»: «l'histoire des intellectuels français en politique aurait-elle sa respiration propre? Doit-on y distinguer un *trend* grossièrement séculaire depuis l'affaire Dreyfus? Et, à supposer qu'il y ait eu une telle intervention croissante depuis neuf décennies, cet engagement s'est-il accru de façon régulière ou, au contraire, avec des paliers et des retours en arrière?». Hypothèse qui impliquerait qu'une «périodisation» soit esquissée en tenant compte de ce fait singulier qu'il dut y avoir dans l'entre-deux-guerres «une intervention croissante des intellectuels dans l'histoire de leur temps»; et qu'on raisonne donc bien en termes de génération avec la souplesse nécessaire en tenant compte d'une certaine «élasticité de la longueur des générations», observée par des contemporains, celles-ci se succédant à quelques années de distance, rapprochées donc, selon les cas.

Dès lors, on peut retenir quelques caractères de cette «génération de 1905» à partir des indices regroupés, tirés de l'étude portant sur une de ses parties, khâgneux et normaliens, jugée significative à défaut d'être absolument représentative – en tenant compte notamment de sa relation à des événements ou crises «fondateurs». Par rapport à la génération de 1890 qui précède, génération qui fut celle des tranchées et fut tragiquement décimée, la «génération de 1905» vécut la guerre d'une autre manière, étant «démographiquement épargnée par le conflit mondial», faisant son «apprentissage ... à l'ombre des retombées du conflit, et en référence constante et explicite à lui» –

6 RAOUL GIRARDET, «Du concept de génération à la notion de contemporanéité», dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXX, avril-juin 1983, pp. 257-270, citation à la p. 261.



ce qui peut contribuer à éclairer les options pacifistes de nombre de khâgneux et de normaliens face à une guerre interprétée comme le «symbole de la faillite des aînés». A ce titre, l'auteur peut avancer, non sans paradoxe, que, d'une certaine façon, «la «génération de 1905» est davantage encore fille de la guerre que celle de 1890», cela aussi dans la mesure où, vu les pertes lourdes éprouvées par celle-ci, ceux de 1905 furent appelés très précocement et «bien avant la quarantaine» – âge traditionnellement évoqué pour la pleine entrée en jeu d'une génération – «aux créneaux de l'engagement de premier plan», avec cette singularité que, si ceux qui survécurent au second conflit mondial – comme Jean-Paul Sartre, Raymond Aron, Maurice Merleau-Ponty – «s'installent sur le devant de la scène intellectuelle» après 1945 et théorisent à l'envi, à leur manière chacun, la notion d'engagement – cf. la «Présentation» des *Temps Modernes* d'octobre 1945 – il s'agissait d'une théorisation faite après coup, après et en fonction d'engagements pris et surtout vécus: «la génération de 1905 a donc été une gerbe de classes d'âge marquée au temps de son entrée en politique par une mobilisation de cas d'urgence et au temps de sa maturité par un engagement présenté comme consubstantiel à la qualité d'intellectuel». De plus, dans la mesure où, marquée nettement par l'orientation vers le pacifisme – qui correspond à «un sentiment alors dominant dans la société française» – et par «l'extrême difficulté éprouvée par le plus grand nombre à remettre en cause» cette sensibilité – ce qui lui donne un élément précis d'identité – la «génération de 1905» se distingue aussi de celle qui la suit, celle de 1915 –: «vingt ans au moment de la guerre d'Espagne ou de l'Anschluss, ... parvenus à l'âge d'homme en pleine turbulence historique et sans avoir baigné dans les espoirs et les illusions de la décennie précédente», de ce fait beaucoup moins sensible à «l'attrait du pacifisme».

Dès lors, cette «génération de 1905» peut être située comme singulière parce qu'elle s'est trouvée à un tournant exceptionnel, dans une situation qui lui fut propre, prise dans ce que l'auteur appelle «une révolution copernicienne, ... avec une modification d'échelle et un bouleversement de la voûte du ciel intellectuel et politique», pour ajouter: «les valeurs héritées des Lumières sont ébranlées», entraînant «la nécessité d'en forger de nouvelles, situation historiquement favorable aux intellectuels et qui les élève au rang de maîtres à penser». Tous éléments qui tendent à montrer quelle est la validité de la notion de génération, non sans que se pose une dernière question: «cette génération normalienne pacifiste était-elle à l'image de la jeune classe intellectuelle toute entière?» La réponse constitue un élément situant bien la recherche de J.-F. Sirinelli: si khâgneux et normaliens, vu leurs options dominantes, constituent bien un ensemble qu'on peut appeler «génération intellectuelle», celle-ci n'est toutefois «représentative que d'un rameau de la génération de 1905», qu'il a été possible d'observer dans la mesure où «les classes préparatoires et la rue d'Ulm constituaient un observatoire de premier plan», «un bon sismographe» – à condition d'en pondérer les indications d'intensité – pour une analyse de certaines des ondes qui ont parcouru le monde intellectuel français depuis l'affaire Dreyfus.

La voie est donc ouverte, les problèmes identifiés, les problématiques expérimentées une première fois: à quand les campagnes de fouilles, si vivement souhaitées par J.-F. Sirinelli selon le schéma – métaphorique – qu'il nous en donne: «c'est par la multiplication des champs de fouilles que l'on pourra progressivement, en recoupant les itinéraires observés, dessiner des cartes plus précises des grands engagements des intellectuels français du XX<sup>e</sup> siècle et mettre en lumière des lignes de plus grande pente – là où les idéologies dominantes à une date donnée – les crues – durant lesquelles les intellectuels quittent leurs chevalets, pupitres, laboratoires et chaires – les étiages – avec le mouvement inverse – les anastomoses – quand un rameau intellectuel jusque-là bien soudé se divise sur un problème donné – et les résurgences...»?